

République Française
Département du Rhône

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE D'AVEIZE

N°2017-10-02

Nombre de Conseillers:	L'an deux mille dix-sept, le dix-neuf octobre, Le Conseil Municipal de la Commune d'AVEIZE dûment convoqué ; s'est réuni en session ordinaire, à
En exercice : 15	20h30, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Michel BONNIER, Maire.
Présents : 13	Date de convocation du Conseil Municipal : 12/10/2017
Votants 13	Présents : M BONNIER Michel- M THOLLET Claude- Mme BONDOUX Denise- M THIZY Christophe- Mme BONNIER Bernadette- M GIRAUD Jean Baptiste- M VERNAY Alain- M VILLARD Patrick - Mme CHARVOLIN Gisèle - M PONCET Dominique- M BLANCHARD Jean- Yves - Mme GEFFARD Estelle- Mme GRANJON Émilie M Jean-Yves BLANCHARD a été élu secrétaire Excusés : Mme GUYOT Jeannine-- Mme GOUTTENOIRE Isabelle 1 auditeur

OBJET : Modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Aveize

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que le Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Aveize a été approuvé le 19/03/2009 et a été modifié en 2011 et 2016.

Il expose qu'il est nécessaire d'apporter des modifications à ce Plan Local d'Urbanisme pour les raisons suivantes :

1) procéder à une mise à jour du règlement

- Modification du règlement des zones A et N en prenant notamment en compte la loi MACRON, en supprimant certaines dispositions devenues illégales (par exemple, les abris pour animaux parqués étaient autorisés). Les extensions des habitations, les annexes et les piscines, interdites en zone A sont maintenant autorisées. Le règlement de la zone N et A est harmonisé.
- Modification du règlement des zones A et N, mais pas de leurs sous-secteurs. Une restructuration de ces secteurs sera traitée dans la prochaine révision générale du document.
- Modification de certains points qui apparaissaient peu clairs au moment de l'instruction, comme le nombre de stationnements. Certaines règles mises en place, comme celles sur la restauration des bâtiments, apparaissent trop restrictives et peuvent conduire à freiner la rénovation. Ils seront donc supprimés.
- modification des hauteurs sur les zones 1AUa , 2AUa1, 2AUa2 et 3AUa, celles-ci se révélant être parfois trop basse du fait de la topographie (terrain en pente).

2) procéder à une mise à jour du document graphique

Les trames Aléas d'inondation et risques miniers sont supprimées et remplacées par les trames du PPRI et du PPRM approuvés. Le document graphique sera ainsi en concordance avec les servitudes d'utilités publiques en vigueur.

Ajout d'un Espace Boisé Classé sur la zone 2AUa. L'objectif est de mettre en cohérence l'orientation d'aménagement (qui protège les boisements) avec le plan de zonage. Il s'agit donc de reporter sur le document graphique la protection inscrite dans l'OAP.

3) Ajout de 9 changements de destination

Dans le PLU en vigueur, les changements de destinations sont autorisés sur l'ensemble de la zone N.

Aujourd'hui, les réformes successives du code de l'urbanisme ont conduit à une modification du règlement des zones naturelles (N). Il convient, comme cela se fait pour la zone agricole (A) de repérer au cas par cas les constructions pouvant faire l'objet d'un changement de destination.

Il invite le conseil municipal à délibérer.

LE CONSEIL MUNICIPAL,
Après avoir entendu l'exposé de M le Maire,
Après avoir délibéré, et voté à l'unanimité des membres présents,

- 1) Décide de lancer la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Aveize pour les raisons invoquées ci-dessus.
- 2) Autorise Monsieur le Maire à effectuer toutes les démarches nécessaires pour cette modification du PLU
- 3) Autorise Monsieur le Maire de signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service concernant cette modification
- 4) De solliciter de l'Etat, pour les dépenses liées à la modification du PLU, une dotation
- 5) Dit que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes sont inscrits au budget de l'exercice en cours à l'article 202
- 6) Dit que conformément aux articles R153-20 et R153-21 du code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un délai d'un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.
- 7) la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État
- 8) Charge Monsieur le Maire de la poursuite et de l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdits. Et, ont signé au registre les membres présents.

Michel BONNIER,
Maire.



COMMUNE D'AVEIZE

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

N°88/2017

Nomenclature acte : 2.1.1

**ARRETE DU MAIRE PRESCRIVANT LA PROCEDURE DE MODIFICATION N°3
DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE D'AVEIZE**

Le Maire d'Aveize

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L 153-36 à L 153-43 et L 153-8

VU la délibération du conseil municipal en date du 19/03/2009 approuvant le Plan Local d'Urbanisme

Vu la délibération du conseil municipal du 08/09/2011 approuvant la modification n°1 du PLU de la Commune d'Aveize

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 18/02/2016 approuvant la modification n°2 du PLU de la commune d'Aveize

VU la délibération du conseil municipal en date du 19 octobre 2017 prescrivant la modification n°3 du PLU et définissant ses objets

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à la modification du PLU notamment pour les raisons suivantes : une mise à jour du règlement, mise à jour du document graphique et ajout de 9 changements de destination

A R R E T E

ARTICLE 1 : engage une procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aveize conformément aux dispositions des articles L153-41 et suivants du code de l'urbanisme

ARTICLE 2 : Le projet de modification n°3 vise à :

1) procéder à une mise à jour du règlement

- Modification du règlement des zones A et N en prenant notamment en compte la loi MACRON, en supprimant certaines dispositions devenues illégales (par exemple, les abris pour animaux parqués étaient autorisés). Les extensions des habitations, les annexes et les piscines, interdites en zone A sont maintenant autorisées. Le règlement de la zone N et A est harmonisé.

- Modification du règlement des zones A et N, mais pas de leurs sous-secteurs. Une restructuration de ces secteurs sera traitée dans la prochaine révision générale du document.

- Modification de certains points qui apparaissaient peu clairs au moment de l'instruction, comme le nombre de stationnements. Certaines règles mises en place, comme celles sur la restauration des bâtiments, apparaissent trop restrictives et peuvent conduire à freiner la rénovation. Ils seront donc supprimés.

- modification des hauteurs sur les zones 1AUa , 2AUa1, 2AUa2 et 3AUa, celles-ci se révélant être parfois trop basse du fait de la topographie (terrain en pente).

2) procéder à une mise à jour du document graphique

Les trames Aléas d'inondation et risques miniers sont supprimées et remplacées par les trames du PPRI et du PPRM approuvés. Le document graphique sera ainsi en concordance avec les servitudes d'utilités publiques en vigueur.

Ajout d'un Espace Boisé Classé sur la zone 2AUa. L'objectif est de mettre en cohérence l'orientation d'aménagement (qui protège les boisements) avec le plan de zonage. Il s'agit donc de reporter sur le document graphique la protection inscrite dans l'OAP.

3) Ajouter 9 changements de destination

Dans le PLU en vigueur, les changements de destinations sont autorisés sur l'ensemble de la zone N.

Aujourd'hui, les réformes successives du code de l'urbanisme ont conduit à une modification du règlement des zones naturelles (N). Il convient, comme cela se fait pour la zone agricole (A) de repérer au cas par cas les constructions pouvant faire l'objet d'un changement de destination.

ARTICLE 3 : conformément aux dispositions de l'article L153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification du PLU sera notifié au Préfet et aux Personnes Publiques Associées mentionnées aux articles L132-7 et L132-9 du code de l'urbanisme pour avis avant le début de l'enquête publique.

ARTICLE 4 : il sera procédé à une enquête publique sur le projet de modification du PLU auquel sera joint, le cas échéant, les avis des Personnes Publiques Associées (PPA).

ARTICLE 5 : à l'issue de l'enquête publique, le projet de modification, éventuellement amendé pour tenir compte des avis des PPA, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur sera approuvé par délibération du conseil municipal.

ARTICLE 6 : conformément aux articles R153-20 et 153-21 du code de l'Urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage en mairie durant un délai d'un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Fait à Aveize, le 13 novembre 2017

Le Maire, Michel BONNIER.



Accusé de réception préfecture**Objet de l'acte :**

arrêté du maire prescrivant la procédure de modification n.3 du PLU de la commune d'Aveize

Date de transmission de l'acte : 17/11/2017

Date de réception de l'accusé de
réception : 17/11/2017

Numéro de l'acte : ar882017 ([voir l'acte associé](#))

Identifiant unique de l'acte : 069-216900142-20171113-ar882017-AR

Date de décision : 13/11/2017

Acte transmis par : Michel BONNIER

Nature de l'acte : Actes réglementaires

Matière de l'acte : 2. Urbanisme
2.1. Documents d urbanisme
2.1.1. Délibérations relatives aux SCOT, PLU, Cartes communales